

Elargissement de l'UE : Bruxelles distribue les bons et mauvais points aux pays candidats

La Commission classe en pole position le Monténégro et l'Albanie. Elle encourage l'Ukraine et la Moldavie. Il reste à accomplir un immense travail de réforme de la gouvernance de l'Union européenne et de préparation des opinions publiques.



Le Monténégro, dont on voit ici la capitale Podgorica, est le pays le plus avancé dans le processus d'intégration à l'Union européenne. (Photo iStock)

Par **Karl De Meyer**

Publié le 4 nov. 2025 à 18:37 | Mis à jour le 4 nov. 2025 à 20:26

Dans un environnement géopolitique très tendu et face à **une Russie qui tente de déstabiliser les populations** dans plusieurs des dix pays candidats à l'UE, le rapport annuel de la Commission sur l'élargissement de l'Union européenne a donné lieu, ce mardi, à des déclarations beaucoup plus tranchées qu'à l'accoutumée.

Loin des euphémismes habituels, la commissaire à l'Elargissement, Marta Kos, a ainsi déploré « une régression démocratique incroyablement rapide » **en Géorgie**, avec laquelle les négociations sont de facto suspendues. La commissaire slovène a aussi critiqué les liens qui subsistent **entre la Serbie et la Russie** et a réclamé à Belgrade « un positionnement géopolitique clair ». La procédure engagée avec la Turquie reste gelée en raison « de sérieuses inquiétudes quant à l'adhésion de la Turquie aux valeurs démocratiques ».

L'évaluation la plus attendue était celle de l'Ukraine, en guerre depuis trois et demi. « Une adhésion à l'UE représenterait pour Kiev une garantie de sécurité majeure », a rappelé Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne. La Commission a attribué un satisfecit général à Kiev, qui continue de réformer à un rythme soutenu. « Il sera essentiel de maintenir cet élan et de prévenir tout risque de retour en arrière, notamment en matière de lutte contre la corruption », a toutefois précisé Marta Kos.

Veto hongrois sur l'Ukraine

Kiev avait jeté un froid, en juillet dernier, **en renforçant le contrôle du procureur général**, nommé par le pouvoir politique, sur ses agences anticorruption. Cette mesure fut ensuite abandonnée sous la pression combinée de la rue et des autorités européennes.

Le processus de négociation de l'Ukraine est actuellement bloqué par un **veto hongrois**. Budapest, hostile à l'adhésion de l'Ukraine, empêche l'ouverture des « clusters » où l'on aligne les législations.

« Nous aimerions vraiment que le Premier ministre hongrois nous soutienne ou du moins qu'on ne nous bloque pas », a déclaré le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, au cours d'un forum sur l'élargissement organisé mardi par Euronews à Bruxelles.

Obstacles balkaniques

L'obstruction hongroise pénalise aussi la Moldavie, dont la procédure est couplée à celle de l'Ukraine. L'absence de progrès juridiques pose un problème politique à Volodymyr Zelensky et à **Maia Sandu, la présidente moldave**, face à leurs députés et leurs citoyens.

Les pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne



« LES ECHOS » / SOURCE : TOUTEL'EUROPE.EU

Plusieurs autres pays des Balkans butent sur des obstacles : le nouveau gouvernement de Macédoine du Nord néglige la question de la minorité bulgare, sujet éminemment sensible à Sofia. La Bosnie-Herzégovine est handicapée par la structure dysfonctionnelle héritée des accords de Dayton de 1995. **Le Kosovo** n'est pas même candidat officiel, n'étant pas reconnu par cinq Etats membres de l'UE.

Les deux pays les plus avancés sont l'Albanie et le Monténégro, qui ont obtenu les meilleures « notes » du rapport. Lors du forum d'Euronews, Antonio Costa, président du Conseil européen, a estimé que « le Monténégro peut être le 28^e Etat membre en 2028 ».

Réformer la gouvernance

La Commission n'a pas évoqué, ce mardi, la question aussi nécessaire qu'épineuse des réformes que l'UE doit faire de son côté pour être en mesure d'absorber de nouveaux membres. Certains des candidats sont certes de petite taille. « Le Monténégro compte 600.000 habitants, soit l'équivalent d'Anvers, et l'Albanie 2,4 millions, soit l'équivalent de Rome », a indiqué Marta Kos, signifiant que leur intégration ne bouleverserait pas le budget européen, par exemple.

Mais tout nouveau venu dispose d'un droit de veto sur toute décision qui doit se prendre à l'unanimité. Dans une UE à peut-être plus de trente membres, il faudra **modifier la gouvernance**, sous peine d'asphyxie. Egalement assurer des mécanismes plus mordants de garantie de l'Etat de droit, après les dérives de plusieurs pays comme la Pologne et la Hongrie.

Les vingt-Sept avaient annoncé le lancement d'un vaste chantier, il y a deux ans, mais ont ensuite été absorbés par l'intensification de la guerre en Ukraine, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et **l'agressivité de la Chine**.

Opportunités

D'un point de vue économique, l'intégration de l'Ukraine, superpuissance agricole peuplée de 44 millions de personnes, **aurait un effet majeur** sur la ventilation des fonds européens. L'adhésion d'un nouveau membre doit être ratifiée par tous les autres. En France, le président de la République peut choisir d'organiser un référendum.

Autant dire que les prochains élargissements, même ceux qui semblent les plus aisés, mobiliseront un immense capital politique. Les Etats membres, qui avaient promis de les présenter à leurs opinions, non seulement comme **un impératif géopolitique**, mais aussi comme des opportunités (sécurisation des frontières, souveraineté alimentaire, nouveaux marchés), ne se sont pas non plus exécutés sur ce front.

Karl De Meyer (Bureau de Bruxelles)